



Le dirigeant du parti grec Syriza, Alexis Tsipras, avait été désigné par le parti de la gauche européenne comme candidat à la présidence de la Commission européenne.

© REUTERS

# Qui sont ces partis qui se réclament de la gauche radicale en Europe?



PASCAL DELWIT

Politologue à l'ULB

L'organisation d'élections anticipées en Grèce en janvier 2015, où la formation de gauche radicale Syriza est, à ce stade, en tête des intentions de vote, et la percée saisissante de Podemos en Espagne ont mis à l'avant-plan de l'actualité la perspective d'un « regain » de la gauche radicale. Souvent mal connus, des partis comme Syriza et Podemos sont régulièrement référés aux qualifications de populistes ou d'antieuropéens, comme d'autres partis de la gauche radicale. Mais en est-il réellement ainsi? En vérité, l'horizon homogénéisant d'une gauche radicale et en progression est tout à fait trompeur. Les parcours, les orientations, le poids politico-électoral et les perspectives des organisations de gauche radicale en Europe sont très diversifiés.

Syriza et Podemos, les deux formations à la une de l'actualité, portent d'ailleurs témoignage de la différenciation des parcours.

Syriza est une organisation héritière du

parti communiste grec dit de l'intérieur – une formation communiste dissidente du parti communiste pro-soviétique (KKE), dit de l'extérieur – qui avait vu le jour... en 1968. De ce parti était née, dans les années quatre-vingts, une coalition nommée « Synaspismos » – Coalition de la gauche et du progrès –, plate-forme de plusieurs mouvements de gauche. C'est de cette dernière qu'est issu Syriza, qui ne s'est transformé en parti politique qu'il y a peu.

A contrario, Podemos est une formation politique tout à fait récente, née de l'immense crise sociale en Espagne et des mouvements des indignés qui se sont déployés en opposition aux politiques publiques d'austérité. C'est dire si les référents et les démarches peuvent être distincts.

## Trois genres bien distincts

En schématisant, on peut identifier trois grands groupes de partis ou de coordinations de la gauche radicale en Europe.

Le premier rassemble les formations actives dans le parti de la gauche européenne (PGE). Le PGE agrège essentiellement des partis communistes ou anciennement communistes qui ont changé d'identité ou engagé une transformation plus ou moins profonde. Leur rapport à l'histoire du mouvement communiste est mineur sinon évanescent. Pour la grande majorité des partis membres du PGE, les référentiels liés à la révolution soviétique, a fortiori au régime soviétique, sont dépassés voire sans intérêt. L'ambition est d'élaborer un nouveau projet, inscrit dans le contexte contemporain, appréhendant les problématiques du XXI<sup>e</sup> siècle et tirant des leçons de l'histoire de la gauche et des expériences socialistes. Leur régime politique de référence est la démocratie représentative. Pour autant, ces partis ambitionnent d'apporter une alternative ou, à tout le moins, une bifurcation aux politiques publiques dominantes.

Sous cet angle, ces partis acceptent le principe des responsabilités gouvernementales et, occasionnellement, y concourent. On peut certainement ranger Syriza dans ce groupe. Son dirigeant, Alexis Tsipras, avait d'ailleurs été désigné par le parti de la gauche européenne comme candidat à la présidence de la Commission européenne. On y retrouve des partis comme Die Linke, en Allemagne, qui vient d'accéder à la tête de l'État de Thuringe en coalition avec le SPD et les verts. S'y déploient aussi le parti communiste français (PCF), la Gauche unie espagnole (IU), le Bloc de gauche au Portugal (Bloco), Dei Lenk au Grand-Duché de Luxembourg... Enfin, il convient d'épingler ce qui est, proportionnellement, le parti de la gauche radicale le plus fort en Europe, le parti progressiste des travailleurs de Chypre (Akel), dont le résultat aux élections dépasse régulièrement 30%.

## Aiguillon intellectuel

Le deuxième agrège les formations de gauche radicale en Scandinavie, rassemblées dans l'Alliance de la gauche verte nordique. Ces partis se donnent à voir comme des organisations réformatrices de gauche, intégrant les nouveaux enjeux de l'environnement ou encore des thématiques comme l'égalité hommes-femmes ou la démocratie participative. Telle est la voie qu'empruntent le parti de gauche en Suède (VP), l'Alliance de gauche en Finlande (VAS), par ailleurs membre du parti de la gauche européenne, le parti socialiste populaire danois (SF), qui siège dans le groupe vert au Parlement européen, le parti de la gauche socialiste (SV) en Norvège ou encore le Mouvement gauche-vert en Islande (V).

À la gauche de la social-démocratie, ces partis remplissent régulièrement une double fonction: un rôle d'aiguillon intellectuel et social pour le parti social-démocrate

**L'horizon homogénéisant d'une gauche radicale et en progression est tout à fait trompeur. Les parcours, les orientations, le poids politico-électoral et les perspectives des organisations de gauche radicale en Europe sont très diversifiés.**

crate de leur système et celui d'un acteur de « niche », quand elles prennent part au pouvoir, à savoir essayer de marquer leur terrain par une politique publique claire sur une thématique.

Ces deux catégories de partis se refusent donc à endosser une posture simplement protestataire ou un positionnement anti-establishment ou anti-système. Ceci n'empêche pas de noter plus d'une nuance entre partis d'un même groupe. À bien des égards, le parti communiste de Bohême-Moravie (KSCM), membre du PGE, a, par exemple, un profil encore orthodoxe par rapport à l'histoire des démocraties populaires et aux monstres sacrés (Marx, Engels, Lénine...).

## L'héritage soviétique

Enfin, la troisième catégorie est composée de partis pour lesquels la référence à la révolution soviétique et au marxisme-(léninisme) est importante sinon cruciale. Dans le camp des partis de gauche radicale qui comptent en Europe, on relèvera le parti communiste portugais (PCP) et le parti communiste grec (KKE). S'y ajoute le parti du travail de Belgique (PTB-PVDA), organisateur des séminaires communistes internationaux où se rencontrent les formations de ce type.

La fidélité au projet marxiste-léniniste et à l'idéal révolutionnaire et socialiste y est régulièrement réitérée. Outre les trois partis susmentionnés, nous trouvons dans cette classification une myriade de partis marxistes-léninistes le plus souvent extrêmement modestes sinon inconnus dans leur État: l'Union des révolutionnaires communistes de France (URCF), le parti communiste du Danemark (DKP), le parti communiste luxembourgeois (KPL), le parti communiste maltais (PKM), le parti communiste de Grande-Bretagne-marxiste-léniniste (CPGB-ML), le parti communiste allemand (DKP)...

Sans que la démarche et les modalités soient toujours explicitées, l'ambition reste l'avènement d'une société socialiste. Et, a priori, la participation aux responsabilités dans une coalition est rejetée. En 2012, le parti communiste grec (KKE) avait ainsi refusé de rencontrer même Alexis Tsipras de Syriza, qui essayait de mettre sur pied un gouvernement de gauche. C'est dire donc s'il y a plus d'une nuance dans les gauches radicales européennes, y compris dans un même pays.

Dans ce troisième groupe, coexistent aussi des sensibilités quelque peu différenciables des partis mais aussi de leurs positions. Le KKE fait de la sorte office de parti le plus fermé et a même décidé de siéger parmi les non-inscrits au Parlement européen.

## Les inclassables

Dans ces ensembles, il est des partis difficilement classables. Un parti, en particulier, détonne: le Socialistische Partij (SP). Ancienne formation maoïste des Pays-Bas, le SP a conquis ses lettres de noblesse électorales depuis plusieurs années en abandonnant ses référents marxistes-léninistes et en acceptant le cadre de la démocratie représentative. Pour autant, il n'appartient véritablement à aucune des trois catégories. Le SP entretient des relations tout à la fois avec des formations membres du PGE, Die Linke en particulier, mais aussi avec certaines prenant part aux séminaires communistes internationaux, le PTB singulièrement.

Qu'en est-il enfin de Podemos? Vu sa jeune histoire, il est trop tôt pour se prononcer. Podemos n'a pas la même histoire que la grande majorité des partis mentionnés et prendra part à son... premier scrutin législatif dans quelques mois. On notera néanmoins que, suite à sa percée aux élections européennes, il a décidé de siéger au groupe de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique au Parlement européen (GUE-GVN).